

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 11/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL GRANITARN CARRIERES

Lieu-dit Carauce
260 route du Lac du Merle
81100 Burlats

Références : 81-CARMIN-2024-27

Code AIOT : 0006803551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement SARL GRANITARN CARRIERES implanté Lieu-dit Le Lac-Haut 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du projet de renouvellement de l'autorisation, et de la programmation de la phase amont.

Cette carrière de granite autorisée depuis le 15 mars 2005, a fait l'objet d'un transfert d'exploitant au bénéfice de la SARL GRANITARN Carrières en date 2 avril 2021.

La précédente inspection a eu lieu le 03/05/2022, elle n'a pas donné lieu à des non conformités.

Les actions correctives à réaliser ont été justifiées (référence de l'autorisation sur accès, la quantité annuelle de stériles générés par l'exploitation).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL GRANITARN CARRIERES
- Lieu-dit Le Lac-Haut 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mars 2005 pour une durée de 25 ans sur les parcelles cadastrées section BM n° 176, 178 et 180 du territoire de la commune de Burlats. La surface d'exploitation est de 16ha 31a 05ca du lieu-dit « Le Lac haut » sur le territoire de la commune de Burlats, la production moyenne annuelle autorisée est de 10 640 tonnes par an .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 5	Sans objet
2	Gestion et suivi des zones de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 11.5	Sans objet
3	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DP1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière était en activité au jour de la visite. Les zones de circulation sont dégagées, le site est clôturé, un portail sécurise l'accès au site, et la signalétique est présente (identité-sécurité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Durée autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation, valable pour une durée de 25 ans à compter de la notification du présent arrêté[...]
Constats : L'autorisation d'exploiter, valable jusqu'au 14/03/2030 est en phase 4. La réunion organisée avait pour objet la présentation du projet de renouvellement de l'autorisation. Le dossier est à l'étude, la phase amont est prévue en mars 2025 pour un dépôt dossier prévu au cours du 1er semestre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. .
Constats : La verse de stériles de granite est stable (Nord Est site). Les eaux de ruissellement suivent les pentes de la verse et s'infiltrant en contrebas. Un plan de gestion des déchets inertes (18 février 2022) ainsi qu'un plan de stockage des stériles de granite (18 mars 2020) sont établis. La zone d'implantation du stockage des déchets correspond à l'autorisation préfectorale et au plan de gestion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2005, article DP1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions paysagères
Prescription contrôlée : L'exploitant maintient un rideau d'arbres en bon état le long de la route départementale n°622 ; et créé un merlon d'une hauteur minimale de 3 mètres le long de cette voie.
Constats : Un rideau d'arbres (épineux) s'étend au Nord du périmètre du site d'Est en Ouest le long de la route départementale n°622. Un merlon est également présent sur le même tronçon.
Type de suites proposées : Sans suite